



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
9 décembre 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Communication n° 1996/2010

Constatations adoptées par le Comité à sa 115^e session (19 octobre-6 novembre 2015)

<i>Communication présentée par :</i>	Ivan Kruk (non représenté par un conseil)
<i>Au nom de :</i>	L'auteur
<i>État partie :</i>	Bélarus
<i>Date de la communication :</i>	23 décembre 2009 (date de la lettre initiale)
<i>Références :</i>	Décision prise par le Rapporteur spécial en application de l'article 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 1 ^{er} novembre 2010 (non publiée sous forme de document)
<i>Date des constatations :</i>	29 octobre 2015
<i>Objet :</i>	Droit à la liberté d'expression
<i>Question(s) de procédure :</i>	Défaut de coopération de l'État partie ; défaut de fondement ; non-épuisement des recours internes
<i>Question(s) de fond :</i>	Liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations ; protection contre des immixtions arbitraires ou illégales dans la vie privée
<i>Article(s) du Pacte :</i>	17 et 19 (par. 2)
<i>Article(s) du Protocole facultatif :</i>	2 et 5 (par. 2 b)



Annexe

Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (115^e session)

concernant la

Communication n° 1996/2010*

Présentée par : Ivan Kruk (non représenté par un conseil)

Au nom de : L'auteur

État partie : Bélarus

Date de la communication : 23 décembre 2009 (date de la lettre initiale)

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 29 octobre 2015,

Ayant achevé l'examen de la communication n° 1996/2010 présentée par M. Ivan Kruk, en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant tenu compte de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

Adopte ce qui suit :

Constatations au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif

1. L'auteur est M. Ivan Kruk, de nationalité bélarussienne, né en 1944. Il affirme être victime de violations, par le Bélarus, des droits qui lui sont reconnus par l'article 17 et le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 30 décembre 1992. L'auteur n'est pas représenté par un conseil.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 Le 26 avril 2009, l'auteur a prêté à son voisin les journaux suivants : *Astravetsky vesnik* (Bulletin d'Ostrovets) n^{os} 1 et 2, *Mirny atam* (Atome pacifique), *Glotok vozdukha* (Bouffée d'air) et *Novy chas* (Nouvelle heure). Par la suite, le voisin a été appréhendé par la

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Ahmed Amin Fathalla, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujlall Seetulsingh, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

police, qui a confisqué les publications. Le voisin a expliqué que c'était l'auteur qui lui avait donné les journaux en question.

2.2 Le 12 juin 2009, l'auteur a été convoqué par le Ministère de l'information, dont un représentant a établi un rapport inculpant l'auteur d'une infraction administrative en vertu du paragraphe 2 de l'article 22.9 (violation de la législation sur les médias) du Code des infractions administratives. L'auteur a contesté la légalité du rapport, affirmant qu'il avait donné les journaux à son voisin pour vérifier si les services du renseignement ou les forces de l'ordre enquêtaient sur lui, étant donné que, le 30 mars 2009, le Comité de la sécurité de l'État lui avait fait savoir, comme suite à sa demande d'information écrite, qu'il n'avait jamais fait l'objet de mesures d'enquête, notamment d'écoutes téléphoniques, de la part des organes chargés de la sécurité de l'État. L'auteur fait valoir que le rapport administratif en question confirme qu'il fait l'objet d'une surveillance à motivation politique de la part des services du renseignement et des forces de l'ordre du district d'Ostrovets, parce qu'il a pris position publiquement contre les actes de corruption et d'autres exactions commises par des représentants officiels du district.

2.3 Par la suite, l'affaire a été renvoyée devant le tribunal de district d'Ostrovets, qui, le 26 juin 2009, a reconnu l'auteur coupable de « distribution de publications périodiques imprimées sans les mentions obligatoires », infraction visée au paragraphe 2 de l'article 22.9 du Code des infractions administratives. Le tribunal a considéré que la distribution de publications ne portant pas les mentions exigées par l'article 22 de la loi relative aux médias (mentions obligatoires pour la presse écrite) constituait une infraction administrative et a infligé à l'auteur une amende de 700 000 roubles biélorussiens. L'auteur affirme que le tribunal ne s'est pas prononcé sur le grief relatif à la surveillance dont il fait l'objet de la part des services du renseignement et des forces de l'ordre.

2.4 Le 2 juillet 2009, l'auteur a saisi le tribunal régional de Grodno d'un recours en annulation dans lequel il reproduit les explications et arguments qu'il a déjà avancés, soutenant que les faits montrent qu'il fait l'objet d'une surveillance étroite et constante de la part des services du renseignement parce qu'il est opposé à la construction d'une centrale nucléaire dans le district d'Ostrovets, et qu'il a une conception démocratique du développement de la société civile.

2.5 Dans une nouvelle pièce produite le 5 août 2009 dans le cadre de son recours, l'auteur fait valoir, notamment, que les journaux en question ne sont pas des périodiques imprimés, et que les dispositions de « la loi relative aux médias » ne s'appliquent donc pas. Il ajoute qu'il n'est pas l'éditeur et qu'il ne devrait pas être considéré comme un distributeur au sens de la loi ; qu'il ne peut être tenu responsable du prêt occasionnel à des personnes qu'il connaît de matériel imprimé en sa possession ; et qu'il ne pouvait pas savoir si les journaux en question respectaient les conditions énoncées à l'article 22 de la loi relative aux médias. L'auteur soutient également qu'il a été sanctionné en raison de ses opinions et du fait qu'il les exprime librement et, plus précisément, pour avoir prêté des journaux à son voisin qui lui en avait fait la demande.

2.6 Le 13 août 2009, le tribunal régional de Grodno a rejeté le recours en annulation présenté par l'auteur et a confirmé la décision du tribunal de district d'Ostrovets en date du 26 juin 2009. L'auteur affirme qu'il ne peut pas comprendre comment le prêt de journaux qui ne sont pas conformes aux exigences énoncées à l'article 22 de la loi relative aux médias porterait atteinte aux droits ou à la réputation d'autrui, ni comment il pourrait avoir une incidence sur la sécurité nationale ou l'ordre public, la santé ou la moralité publiques. Il fait valoir que le tribunal régional de Grodno ne s'est pas prononcé sur le grief concernant l'immixtion arbitraire dans sa vie privée par les services du renseignement et les forces de l'ordre.

2.7 L'auteur indique que, bien que le Code de procédure et de sanction des infractions administratives prévoie un recours devant la Cour suprême contre des décisions judiciaires rendues dans des affaires d'infractions administratives et qui ont force de chose jugée, au titre du contrôle juridictionnel, il ne s'en est pas prévalu. Il fait valoir que le contrôle juridictionnel relève du pouvoir discrétionnaire d'un agent public et, de ce fait, ne constitue pas un recours efficace parce que : a) il ne donne pas lieu à un réexamen de l'affaire ; b) la demande est examinée par un seul agent public ; c) la possibilité de demander le dossier de l'affaire est à la discrétion de l'agent public ; d) la procédure d'examen se déroule en l'absence des parties intéressées. L'auteur relève en outre que, selon la jurisprudence du Comité, les recours internes ne devraient pas seulement être disponibles mais aussi efficaces. Il affirme que le réexamen des décisions des tribunaux au titre de la procédure de contrôle est laissé à la discrétion d'une catégorie restreinte d'agents publics, comme le procureur général ou le président de la Cour suprême, et qu'il suffit de se prévaloir du recours en annulation pour pouvoir considérer que les recours internes ont été épuisés. Il fait valoir que cette pratique est confirmée par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme¹. L'auteur affirme par conséquent qu'il a épuisé tous les recours internes utiles qui sont à sa disposition.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme que le fait que les tribunaux n'ont pas voulu examiner ses griefs concernant l'immixtion dans sa vie privée et familiale des services du renseignement et des forces de l'ordre constitue une violation des droits qui lui sont reconnus par l'article 17 du Pacte.

3.2 L'auteur affirme également qu'il y a eu violation de son droit à la liberté d'opinion garanti par le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte, en ce qu'il s'est vu infliger une amende pour avoir prêté à son voisin des journaux qui ne portaient pas les mentions obligatoires exigées par l'article 22 de la loi relative aux médias. L'auteur demande une indemnisation pour préjudice matériel d'un montant de 770 000 roubles biélorusses, soit le montant de l'amende qui lui a été infligée plus les frais de justice.

Observations de l'État partie sur la recevabilité

4.1 Dans une note verbale datée du 6 janvier 2011, l'État partie fait part, en ce qui concerne la présente communication, ainsi que plusieurs autres dont le Comité est saisi, de sa préoccupation, entre autres, quant à l'enregistrement injustifié de communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui, estime-t-il, n'ont pas épuisé tous les recours disponibles dans l'État partie, notamment le recours auprès du Bureau du Procureur en vue du contrôle d'une décision passée en force de chose jugée, en violation de l'article 2 du Protocole facultatif. Il fait valoir que, s'il est partie au Protocole facultatif et a reconnu la compétence du Comité au titre de l'article premier, il n'a jamais consenti à l'élargissement du mandat du Comité, que la présente communication a été enregistrée par le Comité en violation des dispositions du Protocole facultatif, qu'aucune disposition n'oblige l'État partie à la prendre en considération, et que toute décision prise par le Comité au sujet de communications de ce type sera considérée nulle et non avenue. Il ajoute que les références à la pratique établie du Comité en matière d'enregistrement de communications n'ont pour lui aucun caractère contraignant.

4.2 Dans une lettre en date du 19 avril 2011, le Président du Comité indique à l'État partie qu'il découle implicitement du paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte que l'État partie doit fournir au Comité tous les renseignements qu'il

¹ À cet égard, l'auteur renvoie à la décision de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Tumilovich c. Russie* (requête n° 47033/99), décision du 22 juin 1999.

détient. L'État partie est donc prié de communiquer de nouvelles observations sur la recevabilité et le fond de la communication. Il est également informé qu'en l'absence d'observations, le Comité examinera la communication sur la base des informations dont il dispose.

4.3 Le 1^{er} novembre 2011, l'État partie a été de nouveau invité à communiquer ses observations sur la recevabilité et sur le fond de la communication.

4.4 Dans une note verbale datée du 25 janvier 2012, l'État partie répète sa position concernant la recevabilité de communications enregistrées par le Comité, et ses observations datées du 6 janvier 2011. Il fait observer qu'en adhérant au Protocole facultatif, il a également accepté de reconnaître la compétence du Comité en vertu de l'article premier de ce texte pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction, qui se déclarent victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans le Pacte. Cette compétence est cependant reconnue pour autant que soient appliquées les autres dispositions pertinentes du Protocole facultatif, notamment celles qui énoncent les conditions à remplir par les auteurs des communications et les critères de recevabilité, en particulier les articles 2 et 5 du Protocole facultatif. L'État partie soutient que le Protocole facultatif ne fait pas obligation aux États parties d'accepter le Règlement intérieur du Comité ni l'interprétation que fait celui-ci des dispositions du Protocole facultatif, interprétation qui ne pourrait s'imposer que si elle était faite conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités. Il fait valoir qu'en ce qui concerne la procédure d'examen des communications, les États parties doivent s'appuyer en premier lieu sur les dispositions du Protocole facultatif, et que la pratique bien établie du Comité, ses méthodes de travail et sa jurisprudence, auxquelles celui-ci renvoie, ne relèvent pas du Protocole facultatif. L'État partie ajoute qu'il considérera toute communication enregistrée en violation des dispositions du Protocole facultatif comme incompatible avec celui-ci et qu'il la rejettera sans faire la moindre observation sur la recevabilité ni sur le fond, et que toutes décisions du Comité concernant les communications ainsi rejetées seront considérées par ses autorités comme « non valides ». L'État partie réaffirme également sa position concernant la présente communication, ainsi que plusieurs autres dont le Comité est saisi, qui, selon lui, ont été enregistrées en violation du Protocole facultatif.

4.5 Le 7 février 2012, l'État partie a été de nouveau invité à communiquer ses observations sur la recevabilité et sur le fond, et a été informé qu'en l'absence d'autres renseignements, le Comité examinerait la communication sur la base des informations figurant au dossier.

4.6 Dans une note verbale du 14 février 2012, l'État partie a exprimé une nouvelle fois la position et les observations qu'il avait formulées dans la note verbale du 25 janvier 2012.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Dans une note en date du 21 mars 2012, l'auteur fait valoir que l'État partie remet en cause le droit du Comité d'établir son règlement intérieur, ainsi que la pratique habituelle des organes internationaux consistant à se doter de règles internes pour assurer leur bon fonctionnement. Il souligne que le règlement intérieur n'est pas contraire au Pacte et qu'il est accepté par les États comme relevant de la compétence du Comité. De plus, en l'absence de tels règlements, les organes internationaux ne seraient pas en mesure de fonctionner correctement.

5.2 L'auteur ajoute qu'en devenant partie au Protocole facultatif, le Bélarus a reconnu que le Comité avait compétence non seulement pour déterminer s'il y a eu ou non violation du Pacte mais aussi, conformément au paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte, pour adresser aux États parties des rapports, ainsi que toutes observations générales qu'il jugerait appropriées. Conformément à l'article 2 du Pacte, l'État partie est également tenu de veiller

à ce que toute personne se trouvant sur son territoire et relevant de sa compétence dispose d'un recours utile en cas de violation de ses droits au titre du Pacte. En reconnaissant que le Comité avait compétence pour se prononcer, dans des cas concrets, sur l'utilité d'un recours interne, l'État partie s'est également engagé à prendre en considération les observations générales du Comité. Enfin, le rôle du Comité consiste notamment à interpréter les dispositions du Pacte et à élaborer une jurisprudence. En refusant de reconnaître les critères, la pratique, les méthodes de travail et la jurisprudence du Comité, le Bélarus refuse de fait de reconnaître la compétence du Comité pour interpréter le Pacte, ce qui est contraire à l'objet et au but de cet instrument.

5.3 L'auteur fait valoir que, puisqu'il a reconnu de son plein gré la compétence du Comité en devenant partie au Pacte et au Protocole facultatif, l'État partie n'a pas le droit d'empiéter sur ses compétences et de ne pas tenir compte de ses avis qui font autorité². L'État partie est tenu non seulement de mettre en œuvre les décisions du Comité, mais aussi de reconnaître ses critères, sa pratique, ses méthodes de travail et sa jurisprudence. Cet argument est fondé sur le principe le plus important du droit international – la règle *pacta sunt servanda* – qui veut que tout traité en vigueur oblige les parties et doit être appliqué par elles de bonne foi.

5.4 En ce qui concerne l'argument du non-épuisement des voies de recours internes, l'auteur fait valoir que ces recours doivent être disponibles et utiles et que, selon la jurisprudence du Comité, un recours est utile lorsqu'il est susceptible d'assurer à l'auteur une indemnisation et qu'il lui offre des perspectives raisonnables d'obtenir réparation. L'auteur renvoie à la jurisprudence constante du Comité dont il ressort que la procédure de contrôle, procédure de réexamen discrétionnaire suivie dans les anciennes républiques soviétiques, ne constitue pas une voie de recours utile aux fins de l'épuisement des recours internes³. Il fait observer que la Cour européenne des droits de l'homme applique un critère similaire⁴ et précise que l'inutilité de cette voie de recours a été confirmée récemment dans le cas de Vladislav Kovalev, qui a été exécuté alors qu'une demande de réexamen de son dossier était pendante devant la Cour suprême⁵.

5.5 L'auteur indique qu'après avoir soumis sa communication au Comité, il a prié la Cour suprême de réexaminer son cas, et que son recours a été rejeté par le Vice-Président de la Cour suprême le 24 février 2010. Il fait valoir que la veille, le 23 février 2010, la loi n° 98-Z du 28 décembre 2009 relative aux modifications et ajouts à certains codes de la République du Bélarus concernant la responsabilité pénale et administrative est entrée en vigueur, et que le membre de phrase « distribution de publications périodiques imprimées sans les mentions légales » qui figurait au paragraphe 2 de l'article 22.9 du Code des infractions administratives est devenu « production ou distribution illégale de supports médiatiques ». À la suite de la promulgation de cette nouvelle loi, l'auteur a déposé une autre requête, le 23 juillet 2010, auprès de la Cour suprême, pour demander l'annulation de la décision du tribunal de district d'Ostrovets en date du 26 juin 2009 et l'abandon des poursuites administratives engagées contre lui faute de corps du délit. La Cour suprême a rejeté ce recours le 30 août 2010.

² L'auteur renvoie à l'observation générale n° 33 (2008) du Comité sur les obligations des États parties en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par. 11 à 13.

³ À cet égard, l'auteur renvoie à la communication n° 1418/2005, *Iskiyaev c. Ouzbékistan*, constatations adoptées le 20 mars 2009.

⁴ L'auteur se réfère à cet égard à l'affaire *Tumilovich c. Russie*.

⁵ Voir aussi à ce sujet CCPR/C/106/D/2120/2011, *Kovaleva et consorts c. Bélarus*, constatations adoptées le 29 octobre 2012.

Délibérations du Comité

Défaut de coopération de l'État partie

6.1 Le Comité prend note des arguments de l'État partie qui objecte qu'il n'existe pas de fondement juridique à l'examen de la communication de l'auteur, étant donné que celle-ci a été enregistrée en violation des dispositions du Protocole facultatif; qu'il n'est pas tenu de reconnaître le Règlement intérieur du Comité ni l'interprétation que fait celui-ci des dispositions du Protocole facultatif, et que la décision que le Comité pourrait prendre concernant la présente communication sera considérée par ses autorités comme « non valide ».

6.2 Le Comité rappelle que le paragraphe 2 de l'article 39 du Pacte l'autorise à établir son propre règlement intérieur, que les États parties ont accepté de reconnaître. Il fait observer en outre que tout État partie au Pacte qui adhère au Protocole facultatif reconnaît que le Comité a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers qui affirment être victimes de violations de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte (préambule et article premier du Protocole facultatif). En adhérant au Protocole facultatif, les États s'engagent implicitement à coopérer de bonne foi avec le Comité pour lui permettre et lui donner les moyens d'examiner les communications qui lui sont soumises et, après l'examen, de faire part de ses constatations à l'État partie et au particulier (art. 5, par. 1 et 4). Pour un État partie, l'adoption d'une mesure, quelle qu'elle soit, qui empêche le Comité de prendre connaissance d'une communication, d'en mener l'examen à bonne fin et de faire part de ses constatations, est incompatible avec ces obligations⁶. C'est au Comité qu'il appartient de déterminer si une communication doit être enregistrée. Le Comité relève qu'en n'acceptant pas sa compétence pour décider de l'opportunité d'enregistrer une communication et en déclarant à l'avance qu'il n'acceptera pas sa décision concernant la recevabilité ou le fond de cette communication, l'État partie manque aux obligations qui lui incombent au titre de l'article premier du Protocole facultatif⁷.

Examen de la recevabilité

7.1 Avant d'examiner une plainte soumise dans une communication, le Comité doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

7.3 En ce qui concerne la condition énoncée au paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité relève que, dans sa note du 6 janvier 2011, l'État partie conteste la recevabilité de la présente communication au motif que les recours internes n'ont pas été épuisés, indiquant que l'auteur n'a pas saisi le Procureur au titre de la procédure de contrôle juridictionnel. À cet égard, le Comité renvoie à sa jurisprudence et rappelle que l'engagement d'une procédure de contrôle auprès du Bureau du Procureur, qui permet de réexaminer des décisions ayant force de chose jugée, ne constitue pas un recours utile qui doit être épuisé aux fins du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

⁶ Voir, entre autres, communications n° 869/1999, *Piandiong et consorts. c. Philippines*, constatations adoptées le 19 octobre 2000, par. 5.1 ; n° 1948/2010, *Turchenyak et consorts c. Bélarus*, constatations adoptées le 24 juillet 2013, par. 5.2.

⁷ Voir aussi communications n° 1949/2010, *Kozlov et consorts c. Bélarus*, constatations adoptées le 25 mars 2015, par. 5.1 et 5.2 ; n° 1226/2003, *Korneenko c. Bélarus*, constatations adoptées le 20 juillet 2012, par. 8.1 et 8.2 ; et *Turchenyak et consorts c. Bélarus*, par. 5.1 et 5.2.

Le Comité fait observer que l'auteur affirme qu'avant de soumettre sa plainte au Comité, il ne s'est pas prévalu de la possibilité de faire appel de la décision du tribunal régional de Grodno devant la Cour suprême, parce qu'il considérait que ce réexamen d'une décision ayant force de chose jugée ne constituait pas un recours utile. Le Comité note en outre que l'État partie n'a pas démontré qu'il existait des perspectives raisonnables que cet appel constitue un recours utile dans les circonstances de l'espèce. Il relève également que la demande de réexamen de son cas, que l'auteur a par la suite présentée à la Cour suprême, a été rejetée par le Vice-Président de la Cour suprême le 24 février 2010. Dans ces circonstances, le Comité considère que le paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif ne fait pas obstacle à l'examen de la présente communication.

7.4 Le Comité note que l'auteur affirme faire l'objet d'une surveillance étroite et constante de la part des services du renseignement et des forces de l'ordre en raison de son activisme civique, et qu'une telle immixtion dans sa vie privée et familiale constitue une violation de ses droits au titre de l'article 17 du Pacte. Il relève également que, selon l'auteur, le Comité de sécurité de l'État l'a informé le 30 mars 2009 qu'il n'avait jamais fait l'objet de mesures d'enquête, notamment d'écoutes téléphoniques, de la part des organes chargés de la sécurité de l'État. Le Comité note en outre que, abstraction faite de l'affirmation de l'auteur, aucune information détaillée et documentaire à l'appui de ses allégations ne figure au dossier. Par conséquent, et en l'absence de tout autre élément d'information pertinent à ce sujet, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé son grief aux fins de la recevabilité et conclut que cette partie de la communication est donc irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.5 Le Comité estime qu'aux fins de la recevabilité, l'auteur a suffisamment étayé son grief de violation du paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte. Il déclare par conséquent ce grief recevable et procède à son examen quant au fond.

Examen au fond

8.1 Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité a examiné la présente communication en tenant compte de toutes les informations qui lui ont été communiquées par les parties.

8.2 Le Comité prend note du grief de l'auteur qui affirme qu'en le sanctionnant en vertu du paragraphe 2 de l'article 22.9 du Code des infractions administratives, les autorités de l'État partie ont porté atteinte à sa liberté d'expression, qui est protégée par le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte.

8.3 Le Comité doit déterminer en premier lieu si l'amende administrative infligée à l'auteur le 26 juin 2009 pour avoir prêté à son voisin des journaux sur lesquels ne figuraient pas les mentions obligatoires exigées par l'article 22 de la loi relative aux médias constituait une restriction à la liberté d'expression de l'auteur, en particulier son droit de partager des informations, au sens du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte.

8.4 Le Comité rappelle que le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte fait obligation aux États parties de garantir le droit à la liberté d'expression, qui comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite ou imprimée. Il renvoie à son observation générale n° 34 (2011) sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression, dans laquelle il indique que la liberté d'opinion et la liberté d'expression sont des conditions indispensables au développement complet de l'individu. Elles sont essentielles pour toute société et constituent le fondement de toute société libre et démocratique (par. 2).

8.5 Le Comité note que l'article 22 de la loi relative aux médias prescrit le type d'information devant figurer dans les mentions obligatoires pour les publications. Il note également l'affirmation de l'auteur selon laquelle les journaux *Astravetsky vesnik* (Bulletin

d'Ostrovets) n^{os} 1 et 2, *Mirny atom* (Atome pacifique) et *Glotok vozdukha* (Bouffée d'air) qu'il a prêtés à son voisin ne sont pas des publications périodiques tombant sous le coup de la loi relative aux médias. Sans vouloir porter de jugement sur la manière dont les tribunaux internes ont interprété et appliqué la législation en question et ont apprécié les faits et les éléments de preuve dans l'affaire concernant l'auteur, le Comité considère qu'en imposant à une personne qui n'est pas éditeur ni distributeur l'obligation de veiller à ce que les journaux et toute autre publication périodique imprimée qu'il possède, lit ou prête à d'autres personnes respectent les conditions énoncées à l'article 22 de la loi relative aux médias, l'État partie restreint sa liberté d'expression, notamment sa liberté de répandre des informations, garantie par le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte.

8.6 Le Comité doit déterminer en second lieu si les restrictions imposées à la liberté d'expression de l'auteur étaient justifiées en vertu de l'un quelconque des critères énoncés au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. Il fait observer que l'article 19 n'autorise des restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi et nécessaires : a) au respect des droits ou de la réputation d'autrui ; et b) à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques. Il rappelle que les restrictions à l'exercice de ces libertés doivent répondre aux critères stricts de nécessité et de proportionnalité et doivent être appliquées exclusivement aux fins pour lesquelles elles ont été prescrites et être en rapport direct avec l'objet spécifique qui les inspire⁸. Le Comité rappelle que, si l'État partie impose une restriction, c'est à lui de prouver qu'elle est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés au paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte.

8.7 Le Comité relève que l'État partie n'a pas soumis d'observations sur le fond de la communication ni de justification ou raison expliquant en quoi il était nécessaire, en vertu de la législation nationale et aux fins de l'un des objectifs légitimes énoncés au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte, d'exiger que l'auteur veille à ce que les journaux qu'il a donnés à son voisin soient conformes aux exigences relatives aux mentions obligatoires pour les publications qui sont énoncées dans l'article 22 de la loi relative aux médias.

8.8 En l'espèce, et étant donné que l'État partie n'a communiqué aucune information pour justifier la restriction au titre du paragraphe 3 de l'article 19, le Comité conclut qu'il y a eu violation des droits que l'auteur tient du paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte.

9. Le Comité, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif, constate que les faits dont il est saisi font apparaître une violation par le Bélarus des droits que l'auteur tient du paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte.

10. Conformément au paragraphe 3 a) de l'article 2 du Pacte, l'État partie est tenu de garantir à l'auteur qu'il disposera d'un recours utile. Cela suppose qu'il accorde pleine réparation aux individus dont les droits protégés par le Pacte ont été violés. En conséquence, l'État partie est tenu notamment de rembourser tous frais de justice encourus par l'auteur ainsi que la valeur actuelle du montant de l'amende dont il a dû s'acquitter, et de lui verser une indemnité adéquate⁹. L'État partie est également tenu de prendre des mesures pour empêcher que des violations analogues ne se reproduisent.

11. Étant donné qu'en adhérant au Protocole facultatif l'État partie a reconnu que le Comité a compétence pour déterminer s'il y a ou non violation du Pacte et que, conformément à l'article 2 du Pacte, il s'est engagé à garantir à tous les individus se

⁸ Voir l'observation générale n° 34 (2011) du Comité sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression, par. 22.

⁹ Voir, par exemple, communications n° 1830/2008, *Pivonos c. Bélarus*, constatations adoptées le 29 octobre 2012, par. 11 ; n° 1785/2008, *Olechkevitch c. Bélarus*, constatations adoptées le 18 mars 2013, par. 10 ; n° 2103/2011, *Poliakov c. Bélarus*, constatations adoptées le 17 juillet 2014, par. 12 ; et n° 1991/2010, *Volchek c. Bélarus*, constatations adoptées le 24 juillet 2014, par. 9.

trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits reconnus dans le Pacte et à assurer un recours utile et exécutoire lorsqu'une violation a été établie, le Comité demande à l'État partie de lui faire tenir, dans un délai de cent quatre-vingts jours, des renseignements sur les mesures prises pour donner effet aux présentes constatations. L'État partie est invité en outre à rendre celles-ci publiques et à les diffuser largement dans le pays en biélorusse et en russe.
